

Présidentielle : La complexité du choix pour Europe Ecologie-Les Verts

Par Alain Lipietz

Ivan du Roy, dans son dossier de *Politis* du 21 avril, pose assez correctement le comparatif des deux principaux candidats à la primaire des Verts. Partisan d'Eva Joly, je voudrais cependant corriger un peu son appréciation négative sur Hulot : son « Syndrome du Titanic » montre une évolution récente beaucoup plus critique et moins consensuelle sur les raisons de fond de la crise écologique. A l'inverse, je suis payé pour savoir que l'argument des « casseroles », réelles et imaginaires (j'ai dû me retirer en 2001 sous une campagne de presse m'accusant d'avoir rédigé le programme du FLNC !) est beaucoup plus fort qu'on ne l'imagine, et en a paralysé bien d'autres pendant des années (Mitterrand et l'attendant de l'Observatoire...)

Mais revenons à la « petite musique » attribuée à Dany Cohn-Bendit (candidat unique de la gauche en échange d'un bon accord sur les législatives). Il s'agit d'un vrai débat que *Politis* ne peut contourner.

Dès 20 avril est paru dans Libération un appel en ce sens (<http://www.liberation.fr/politiques/01012332676-2012-des-primaires-pour-toute-la-gauche>). Avec des signatures qui donnent à réfléchir : Susan George, Pierre Khalifa, Willy Pelletier, Patrick Viveret, Stéphane Hessel. C'est à dire en gros : ATTAC-Copernic (Susan George, W. Pelletier, P. Khalifa) plus la « deuxième gauche restée de gauche » (P. Viveret, S. Hessel). Pas du tout des strauss-kahnien ! Mais deux composantes de la gauche avec qui nous (*Politis* comme EELV) interférons souvent. Qu'ils/elle se posent ces questions doit nous inciter à les traiter avec plus de sérieux que ne le font les polémistes.

Leur texte est essentiellement un plan de bataille anti-FN. Il appelle à une pratique renouvelée dans les quartiers (je suis d'accord), il appelle la gauche à discuter d'un programme d'espérance au lieu de ne parler que de personnes (je suis d'accord), il dit enfin que sur un tel accord il faudra un candidat commun, ce qui est plus contestable. Je ne discuterai ici que ce dernier point.

Leur méthode est juste : elle consiste à distinguer ce qui dépend de nous et ce qui ne dépend pas de nous. Ce qui ne dépend pas de nous, c'est (selon eux) le risque que Marine Le Pen soit au second tour, la situation « 21 avril 2002 », soit au détriment de la droite, soit au détriment de la gauche.

Ce risque semblait balayé au soir de l'élection européenne grâce à la percée de Europe Ecologie devenue troisième force politique française. À l'issue des cantonales, suite aux erreurs accumulées en 2 ans par la direction sortante de EELV, EELV a reculé à la 5^e place ou 4^e ex-aequo avec le Front de Gauche, et le FN a pris la 3^e place. On peut supposer que EELV, en se ressaisissant, repasse devant le Front de Gauche (les cantonales donnant une prime au sortant, la position du FdG est surévaluée aux cantonales, comme d'ailleurs la qualité de la campagne de Dany-Eva-José et la question à traiter surévaluaient la force de EELV aux européennes). Il est très probable en effet que l'ordre réel soit aujourd'hui : PS, droite de gouvernement, FN, EELV, FdG.

Mais la possibilité que le FN s'intercale l'an prochain en 2^e position est réelle, et ne dépend pas entièrement de nous, mais du risque d'« erreur de casting » (Jospin) et d'atomisation

excessive à droite ou au PS... et de l'approfondissement de la crise, qui, comme dans les années 30, pousse les masses au fascisme avant que n'émerge une issue progressiste.

Est-ce grave ? Il est évident que l'autre candidat aura la quasi certitude d'être élu avec 70 à 80 % des voix, comme Chirac en 2002. S'il est de gauche, tant mieux. Problème : cela revient à dire que l'élection présidentielle se jouera au premier tour. Le candidat de gauche ou de droite arrivé en tête au premier tour, derrière ou devant le FN, pourra être considéré comme élu.

Or tout le principe du vote à deux tour était d'offrir le choix aux électeurs de chaque « camp » de choisir leur « moindre mal » pour le second tour. Ainsi, au long de la 5^e République, les candidats de la droite (Chaban/Pompidou/Giscard/Chirac/Barre) et ceux de la gauche (Duclos/Deferre/Marchais/Mitterrand) se départageaient tranquillement, ou plutôt c'est leurs électeurs qui choisissaient tranquillement qui incarnerait leur camp au second tour. Le cas 69 (Pompidou/Poher au second tour) nous rappelle que ce ne fut jamais garanti, mais le 21 avril fut un avertissement plus dramatique.

Si M. Le Pen se maintient au même niveau, les règles changent. Si ! je dois bien si ! Mais s'il y a un risque, alors la question de la division de chaque camp au premier tour se pose. À gauche il y a trois candidatures « de gouvernement » : PS, FdG et EELV, plus l'extrême gauche. À droite il semble qu'il n'y en est que 2 : UMP et centristes (que ce soit Bayrou ou Borloo), et que Villepin soit déjà dans les choux. Même si la gauche est globalement plus forte que UMP+Centre, elle part à priori plus divisée. Le risque est non négligeable que DSK ou Aubry ou Hollande (et Hulot ou Joly, et Mélançon et Besancenot...) ne soient pas au second tour. Et l'affreux paradoxe est que ce risque sera d'autant plus fort que les « petits candidats » feront une bonne campagne et approcheront d'un score à deux chiffres !

D'où l'idée très rationnelle émise régulièrement par Dany : ne courrons pas ce risque, négocions un candidat unique contre 60 circonscriptions sûres (12 %).

Je vois trois objections. D'abord les écologistes ne sont pas exactement « du camp de gauche ». Nous sommes progressistes et alliés à la vieille gauche, mais absolument sûrs que la vieille gauche ne nous sortirait pas de la crise. S'il y a « un candidat de trop à gauche », ce n'est pas nous. Si nous décidions de nous retirer, d'une part il nous resterait très peu de possibilité d'accélérer la transition verte, d'autre part rien n'indique qu'une écologie indépendante ou centriste ne tenterait pas le coup (pas gênée, elle, de se rallier à Borloo), et elle aurait son candidat, N. Hulot.

Ensuite je ne crois pas un instant que le PS soit déjà convaincu du prix à payer, en terme de circonscriptions législatives, pour n'avoir qu'un candidat présidentiel en échange d'un partage équitable des circonscriptions ! Il faudra que le risque soit beaucoup plus palpable pour qu'une telle hypothèse puisse être envisagée par le PS.

Car enfin (troisième objection) tout cela reste spéculatif. Il n'est pas sûr que le FdG par exemple ne fasse pas ce raisonnement avant EELV, ce qui laisserait de la place à gauche pour la présidentielle (mais beaucoup moins pour EELV aux législatives, évidemment). Il n'est pas sûr que Le Pen reste à un haut niveau, et un bon accord programmatique à gauche intervenant à la fin de l'été et orchestré festivement « à la 1936 » peut casser les reins au populisme. À l'inverse, il n'est pas sûr que Borloo/Bayrou se maintiennent...

Bref, il est urgent d'attendre avant de prendre une position aussi tranchée que l'appel. Et en attendant « faire comme si », c'est-à-dire lancer la candidature écologiste le plus vite possible et faire campagne, fermement, pour la révolution écologiste et un accord programmatique à gauche enthousiasmant.

MAIS il faut arrêter de culpabiliser ceux qui disent « il faudra peut être décider de changer finalement notre fusil d'épaule ». Stéphane Hessel, Susan George, W Pelletier, P. Khalfa et P. Viveret nous en avertissent : nos électeurs, nos sympathisants, et sans doute même nos coopérateurs, ne nous suivront pas si nous leur faisons prendre des risques inconsidérés. Ce message doit être entendu avec respect. Et pour en avoir beaucoup discuté avec « les gens » au porte à porte ou sur les marchés pendant les cantonales, je peux dire que ce message représente l'avis largement majoritaire.